

# Retrouver le désir de produire

## Jean-Hervé Lorenzi, Alain Villemeur et Léa Konini

On s'interroge inlassablement sur la désindustrialisation française si rapide, si brutale, qui nous différencie tant des autres pays de l'OCDE. L'origine en serait nos coûts de production trop élevés. C'est vrai pour partie. Mais il est également vrai, que notre envie de produire, d'inventer, de fabriquer s'est en partie éteinte. Cette envie qui avait conduit à la Caravelle, au TGV, au programme nucléaire, au réseau téléphonique le plus moderne du monde. Une envie d'innover de produire, qui avait aussi fait éclore ces dizaines de milliers d'ateliers disséminées sur tout le territoire et que les gilets jaunes ont tant regretté. Tout cela a en partie disparu. Comme si nous avions collectivement décidé de passer insensiblement d'un statut de producteur de biens et services à celui d'intermédiaire. Avec en filigrane cette idée, que la France étant le plus beau pays du monde, le tourisme devient une activité noble par essence qui remplace pour partie la fonction de production. La désindustrialisation française vient aussi d'une moindre appétence pour le travail productif.

Au début il y a le travail sur l'âme humaine. Vient ensuite le sens donné au travail où l'on va retrouver le goût de produire tout simplement parce que l'on transforme la matière inerte en objet qui permet à l'homme de survivre puis de vivre. « C'est à la sueur de ton visage que tu mangeras du pain ». C'est par cette maxime de la Genèse que le travail occupe pour la première fois une place essentielle dans la vie de l'homme. Auparavant, les latins, assimilaient le travail, *tripalium*, à un instrument de torture. Chez les Grecs, seul le travail contemplatif, la poésies, qu'Aristote distingue de la *praxis*, travail manuel essentiellement réservé aux esclaves, ne pouvait élever l'âme humaine. C'est Saint Benoît qui fût le promoteur de ce que l'on appelle encore aujourd'hui la valeur travail, redonnant ses lettres de noblesse au travail productif, lançant l'idée en Europe que le travail manuel pouvait élever l'esprit et l'âme. Car depuis la nuit des temps, c'est bien par la production, mot qui trouve son origine latine dans *producere*, soit « mener en avant » et la transformation de la matière, que l'homme se réalise.

Cette tradition qui fait du travail et par extension de l'action de produire, l'essence de l'homme s'est poursuivie au fil des siècles, sans être démentie. Tous les grands économistes classiques se sont situés dans cette perspective, mais c'est Karl Marx qui l'a réellement consacrée. Pour lui l'homme se distingue de l'animal car le premier est capable de « produire ses conditions d'existence », de transformer la matière pour n'être plus soumis aux seuls aléas de la nature. L'homme qui travaille est alors selon lui, un facteur de production, qui génère du travail productif. Celui-ci est à l'origine de la création de richesse et permet la croissance. Si la croissance française est faible depuis trois décennies c'est tout simplement parce qu'elle ne met pas en œuvre suffisamment de travail productif.

Le rôle du travail productif -un des rares consensus chez les économistes de tous bords- a pris encore plus d'importance ces dernières années, la croissance s'étant ralentie au niveau mondial et surtout français avec cette interrogation inlassablement reprise : quel est le travail que l'on peut qualifier de productif, c'est à dire de création et non pas de prélèvement de richesses ? Car c'est à partir de la réponse à cette question que l'on peut comprendre ce qu'est le surplus de richesse, celui qui peut être réinvesti et qui permet l'augmentation de la production. Le grand public s'est emparé de cette question théorique. Ainsi dans l'inconscient collectif le fonctionnaire est considéré comme non productif. Lorsque l'on évoque les 57% de dépenses publiques, à tort, puisque l'on y intègre les transferts type santé, on estime que c'est trop important puisque cela correspond au financement de travail non productif. C'est évidemment faux. Qui peut dire aujourd'hui, que le financement de la santé ne correspond pas à un travail productif.

C'est sur cette base que l'on peut dire que la France a perdu l'envie de produire du moins pour partie. Produire dans la version traditionnelle c'est transformer la matière, qui correspond à la version traditionnelle de l'industrie. On peut élargir aujourd'hui à la transformation de l'information, c'est à dire, la collecter, stocker, manipuler, diffuser. On retrouve là tout ce qui concerne l'informatique, les télécoms, l'électronique, l'intelligence artificielle, les nouvelles technologies, en un mot, toute la nouvelle révolution industrielle. Dans les faits, nous nous sommes éloignés de tout cet acte qui consiste aussi bien à concevoir, qu'à réaliser, imaginer, développer, maîtriser des filières de productions.

Démarrons par la base, c'est à dire, la quantité de travail fournie. En 20 ans nous sommes devenus le pays de l'OCDE qui par année ou sur une vie professionnelle consacre le moins de temps au travail. Cela n'a pas l'importance qu'on lui donne habituellement, mais d'une certaine manière c'est beaucoup plus grave. Lorsque l'on

est moins impliqué, ce qui est le cas, que nos pays concurrents, on a tendance à devenir un intermédiaire, c'est à dire celui qui achète et vend des biens et services produits ailleurs. Pour se justifier, on dit souvent que nous avons transféré de manière excessive nos productions à des pays à faibles coûts salariaux. Cela ne rend pas compte de la réalité car notre déficit des paiements courants, n'est pas le fruit d'une simple délocalisation vers la Chine, mais il est d'abord le fait du déséquilibre de nos échanges avec les pays de l'UE. Pour être clair, ce déficit n'est pas lié à la simple utilisation pour des activités de base du travail chinois mais il est le fait que, contrairement à l'Allemagne nous avons décidé d'abandonner nos filières de production. Comment expliquer les pertes de contrôle tout court de grandes entreprises si une partie des élites en charge, n'avait pas considéré que l'acte de produire n'était pas essentiel pour une société. Le problème n'est pas celui de l'abandon de la chimie lourde ou des aciers de base mais le fait que nous nous sommes séparés dans des conditions hallucinantes, que l'on ne retrouve nulle part ailleurs, de Pechiney, de Lafarge, d'Arcelor, d'Alcatel, d'Alstom... C'est cela le premier signe de l'abandon. Un abandon qui ne concerne pas seulement quelques fleurons industriels mais aussi de multiples branches. Le plus bel exemple étant celui de l'industrie agricole.

Nous étions, hier, leader en Europe tant sur les produits de base que dans l'industrie agroalimentaire. Tout cela est terminé. Victime de l'abandon politique de nos gouvernants tant dans le débat national que dans celui vital de la Politique Agricole Commune, l'agriculture a vu, en 30 ans, sa part dans le PIB français et le nombre d'exploitations agricoles divisé par deux. Cette politique néfaste s'est faite d'abord et avant tout en reléguant au second plan le rôle de l'agriculteur lui-même. Celui-ci est peu à peu devenu un simple « aménageur d'espace » ou un acteur de la pollution des territoires. Laissant ainsi le premier rôle aux géants du secteur, premiers bénéficiaires des fonds européens, gagnants de l'arrêt des prix planchers et symboles même des inégalités dans notre pays.

Ce qui est vrai pour le secteur primaire, l'est tout autant dans les nouvelles technologies.

Nous avons en France des compétences très particulières dans la transformation des données, ce qui explique le nombre incroyable de startups dans le numérique. Beaucoup d'entre elles réussissent mais dès qu'elles atteignent quelques dizaines de millions d'euros de valorisation elles cherchent à se vendre, principalement, aux États-Unis. Depuis 2017, quelques 500 entreprises de la French Tech ont été rachetées par des géants de la Silicon Valley. Ce n'est évidemment pas le manque d'argent en France qui les contraint mais tout simplement le fait que l'acte de produire n'est pas le moins du monde valorisé.

Y a-t-il un remède à cela ? Bien sûr que oui, mais on est plus dans le domaine du symbole que du chiffre. Redire inlassablement que produire, d'une manière ou d'une autre, quel que soit le secteur, c'est se réaliser. C'est redonner à soi-même et à notre pays une vraie perspective. Mais cet indispensable préalable ne sera pas suffisant si l'on ne s'attaque pas également au problème des formations scientifiques, qu'il faut d'urgence repenser et réformer. C'est ce que nous montre l'importance des emplois non pourvus qui est un des paradoxes de l'économie française. Depuis des années, on avance le chiffre de 300 000 emplois vacants. Un chiffre qui semble sous-estimé. Ce déséquilibre du marché du travail est d'autant plus grave que nous allons connaître une période de chômage sans précédent. S'il y a de multiples explications à cette situation, une s'impose : la relative faiblesse de la qualification dans notre pays. On sait que la France est au 22ème rang du classement PISA et chaque année 17% des jeunes sortent du système scolaire sans aucune qualification. Or, la qualité du système éducatif est corrélée à des composantes majeures de nos économies comme le taux d'emploi, les gains de productivité, le degré de modernisation des entreprises mais surtout le poids de l'industrie. On observe par exemple que plus le classement PISA est faible, plus la valeur ajoutée manufacturière l'est aussi.

Ce qui est vrai de manière générale, l'est encore plus dans le domaine scientifique et technique. En moins d'un demi-siècle nous avons perdu un avantage comparatif que nous avons par rapport à bien des pays : celui de disposer d'un vivier exceptionnel d'ingénieurs, de techniciens, d'ouvriers qualifiés, de chercheurs et de scientifiques de toute nature. Durant les Trente Glorieuses, la France s'est rebâtie en devenant un pays d'ingénieurs et de techniciens, en jetant les bases du développement de l'automobile, de l'aéronautique, du transport ferroviaire, de la chimie, du nucléaire et du spatial. Durant ces dernières décennies, elle s'est endormie sur ses lauriers techniques, tardant à prendre conscience de la progression rapide d'autres pays et de l'émergence de la révolution numérique.

L'écart s'est creusé avec l'Allemagne, notre premier partenaire commercial, qui n'a pas renoncé à l'excellence technologique tandis que nous manquons de plus en plus de personnel qualifié. C'est vrai pour les emplois vacants mais cela l'est encore plus dans la capacité du système de production à fabriquer pour le marché intérieur et à exporter des biens et services de grande qualité.

Deux exemples illustrent l'ampleur de ce décrochage. Les entreprises du secteur numérique sont en pénurie d'ingénieurs : autour de 15 000 annuellement. Un système éducatif mal adapté aux technologies qui évoluent vite, la méconnaissance des métiers du numérique pour les jeunes ou encore le retard effarant de l'enseignement de l'informatique dès le primaire et le collège en sont les principales raisons.

La révolution numérique, par exemple celle de l'Intelligence Artificielle, transforme nos économies et offre de nouvelles opportunités dont nos concurrents se saisissent à nos dépens ! Face à ce déséquilibre, des entreprises de services numériques créent leur propre école, comme l'école 42 de Xavier Niel ou l'école IA de Microsoft et Simplon. Leurs succès sont une source de réflexion.

L'industrie manque de techniciens à l'image de l'industrie agroalimentaire. Dans une région comme la Bretagne, les besoins annuels de 1000 techniciens de maintenance, ne sont couverts qu'à 50 % par les élèves en Bac pro ou en BTS ! Pourtant ces métiers sont bien rémunérés. Les entreprises souffrent et cherchent désormais des solutions avec l'État et la Région. Les ascensoristes, le premier moyen de transport en France, sont confrontés au même problème. Ils ont décidé un effort important tant en formation interne qu'en liaison avec des lycées professionnels qui proposent désormais des formations complémentaires de « technicien ascensoriste » d'un an après le Bac Pro.

D'une manière générale, si le nombre d'ingénieurs paraît suffisant à court terme, ce n'est plus le cas à long terme compte tenu des enjeux technologiques liés aux transitions numérique et écologique. Pour les techniciens, le déficit global est déjà là, au-delà de l'agro-alimentaire, dans les télécommunications ou le bâtiment où la moitié des postes à pourvoir sont de niveau technicien.

D'ici à 2030 il va manquer à la France 1,5 million de salariés qualifiés, mais en même temps elle va connaître un surplus de 1,7 million de salariés au niveau de formation peu élevé. Les pouvoirs publics ont pris conscience du problème et le Plan d'Investissement dans les compétences a pour objectif de former deux millions de demandeurs d'emploi et de jeunes éloignés du marché du travail et également de répondre aux besoins des métiers en tension. Mais pour atteindre ces objectifs il faudra aller plus loin. En commençant par la revalorisation des formations scientifiques et techniques. Car, face à tous ces défis, le système éducatif est à la peine ! Les effectifs des classes préparatoires aux grandes écoles ne progressent plus. C'est aussi le cas pour les techniciens supérieurs : le nombre de nouveaux entrants a même baissé de 2 % à la rentrée 2019. Ce reflux des formations scientifiques et techniques est de nature à briser le rêve d'une réindustrialisation et à appauvrir les Français dans la course à la maîtrise des nouvelles technologies.

La comparaison avec l'Allemagne est édifiante car les carrières scientifiques et techniques y sont davantage valorisées. Les ingénieurs allemands en début de carrière ont des rémunérations supérieures de l'ordre de 20 %. Leurs rémunérations sont aussi supérieures à celles des commerciaux alors que c'est l'inverse en France ! Il est bien connu aussi que la mobilité sociale y est bien plus grande, les formations internes de technicien et d'ingénieurs plus nombreuses, à tel point que l'on compte nombre de dirigeants ayant gravi tous les échelons, alors que c'est devenu très rare en France.

De même, le diplôme de docteur pour des ingénieurs continue à être très peu reconnu en France, contrairement à ce qui se passe outre-Rhin. Au top management des entreprises cotées en Allemagne, on rencontre beaucoup de docteurs-ingénieurs, ce qui n'est sûrement pas étranger à une industrie très innovante. Il faut dépasser la césure entre grandes écoles et universités au sein d'universités de technologie d'excellence et de grande réputation, que ce soit pour former des ingénieurs, des chercheurs, des professeurs ou encore des techniciens supérieurs. Le mouvement est en cours, par exemple au sein de la technopole de Paris-Saclay, désormais classée première au Monde en mathématiques. Il doit être accéléré, tant en excellence, qu'en nombre croissant d'ingénieurs et de techniciens.

La nécessaire montée en gamme des produits, accompagnée par la robotisation des chaînes de production, implique une montée en compétences. Ces réorientations doivent être sous-tendues par un effort considérable en R&D, l'augmentation importante du nombre de chercheurs et la poursuite du développement des Pôles de compétitivité. La France continue à se traîner à 2,2 % du PIB, là où en Allemagne, aux États-Unis ou en Europe du Nord, les 3 % du PIB sont quasiment atteints ou dépassés depuis longtemps. Résultat : la France a un vaste retard à combler : seulement 250 000 chercheurs contre 330 000 en Allemagne.

Les technologies évoluent très vite, le système éducatif a du mal à suivre les évolutions, d'autant plus qu'en France, le fossé culturel entre l'État et les entreprises est profond. Les entreprises doivent s'associer, comme le font celles du numérique, pour créer des écoles de formation, en liaison avec l'État et les Régions, que ce soit pour des

formations de niveau ingénieur ou de niveau technicien.

Le personnel scientifique et technique dont l'expérience est grande, doit davantage s'impliquer dans la formation des jeunes générations pour les faire accéder aux savoirs de pointe, sources d'innovation et de compétitivité. Il serait judicieux que l'État incite les entreprises à aller dans cette direction.

La réussite de toutes ces évolutions dépend aussi d'une large diffusion des sciences et techniques au sein des jeunes générations. Y contribuent les Fablab qui se sont multipliés en France, et toutes les villes devraient en installer. Les Maisons des Sciences et Techniques doivent aussi se multiplier, en réseau par exemple avec la Cité des Sciences et de l'Industrie de la Villette.

Redonner la priorité à la formation scientifique et technique, est un objectif qui doit permettre à la France de renouer avec une longue tradition d'excellence dans les technologies. Elle passe par la mobilisation de tous les acteurs économiques et toutes les institutions comme le système éducatif et celui de la recherche.

Aujourd'hui l'image emblématique du succès est celle du financier ou du créateur de startup. C'est un fait sociologique contre lequel il est difficile de lutter même si la crise de 2008 a mis un point d'arrêt à la trajectoire ascendante de la finance. Les sociétés ont toujours fonctionné à travers les représentations de ce qui apparaît comme le plus valorisant. Le 21<sup>ème</sup> siècle sera technologique et les pays qui ne se seront pas adaptés à ces exigences sont condamnés à rester en 2<sup>ème</sup> division.

Nous avons encore beaucoup d'atouts. A la société française et à ses dirigeants de retrouver désir et vision pour l'industrie, de la valoriser pour redonner à la science et la technologie française la place qu'elle avait.